nitivement supprimé. On sait que le défaut de cohésion est, pour les grands Etats composés, comme la Russie, de pièces et de morceaux plus ou moins bien cousus les uns aux autres, une menace perpétuelle, le germe visible d'une future dislocation. Or, parmi tous les Etats distincts dont se compose l'empire du czar, les trois provinces baltiques, ou, plus exactement, les trois provinces allemandes, constituent, presque au même degré que la Pologne elle-même, un pays à part, un Etat dans l'Etat, une sorte d'enclave allemande au sein de la Russie, ayant une langue à part, des mœurs particulières, des lois même et des privilèges spéciaux, que les Russes voyaient avec un œil d'envie, que les Allemands défendaient avec un soin jaloux, malgré le caractère féodal, suranné de ces sortes de fueros moscovites. La division entre les sujets russes et les sujets allemands du czar, en Esthonie, en Courlande et en Livonie, était donc profonde, radicale et constituait une crise à l'état aigu. Le gouvernement avait cru remédier à une situation si dangereuse en donnant au pays une forte organisation individuelle, qui mit les trois provinces entre les mains d'un gouverneur toujours présent et toujours prêt à sévir. Le remède ne servit qu'à aggraver le mal. Les sujets allemands du czar, se voyant gouvernés à part, s'habituèrent à penser qu'ils formaient une sorte d'Etat indépendant de fait, quoique nominalement soumis à l'autorité d'un prince étranger. Le gouvernement crut devoir mettre fin à cet état de choses en supprimant l'administration générale des provinces baltiques. Le fait, dont toutes les conséquences sont encore bien loin d'avoir été tirées, est d'autant plus significatif en lui-même, que la suppression du gouvernement des provinces baltiques n'est survenue qu'après celle des gouvernements de Kharkow, d'Odessa et de Saint-Pétersbourg. La tendance à l'unification est donc évidente.

Mais l'esprit séparatiste, que le gouvernement russe a eu plus d'une fois à combattre les armes à la main dans plusieurs des parties disparates de son immense empire, ne constitue pas la seule préoccupation de ses hommes d'Etat. La Russie, malgré l'ignorance plus ou moins systématique dans laquelle ont été retenues jusqu'ici les populations, connaît, elle aussi, la « plaie sociale » ou les « plaies sociales, » pour employer le langage consacré dans les autres Etats de l'Europe plus ou moins travaillés par les revendications populaires. Certes, nous sommes loin de nous laisser émouvoir par le bruit quelque peu factice qu'on fait, en Russie comme ailleurs, autour de certains procès politiques. Nous savons que l'exagération volontaire du « mal » est un système adopté, là plus encore qu'ailleurs, pour soulever contre elle l'opinion, pour ameuter les âmes timorées, pour justifier d'avance l'excessive rigueur de la répression. Toutefois, nous pouvons bien admettre que tout n'est pas complétement faux dans les complots signalés et poursuivis par les autorités moscovites; qu'il existe là des sociétés secrètes plus ou moins solidement organisées, des ennemis plus ou moins déclarés des institutions existantes.

Mais s'il se fait en Russie quelque propagande réellement coupable et dangereuse, ce n'est pas aux revendications politiques ou sociales qu'il faut la reprocher, c'est à l'ignorance honteuse et sauvage de quelques classes de la population, qu'aucun rayon des idées nouvelles n'a pu encore pénétrer. Rien de honteux, de répugnant à étudier comme l'histoire de ces « skoptzi, » dont l'abominable secte, souvent réprimée dans les diverses parties de l'empire, reparaît toujours dans quelque coin où l'on n'avait pas même soupçonné son existence. A des gens capables de se mutiler (ce qui revient, plus d'une fois, à se suicider) pour accomplir dans toute sa rigueur le principe évangélique auquel Origène s'était déjà si cruellement soumis, à des gens à qui la superstition inspire un si monstrueux courage, il est inutile d'appliquer la sévérité des lois; ils ne seront gagnés que par le progrès des mœurs et par une instruction sérieuse et libre.

— *Finances.* Si les adversaires de la Russie ont pu lui reprocher de s'attarder sur la route du progrès, ils ne peuvent prétendre, du moins, qu'elle n'ait pas suivi en un point les développements de la civilisation moderne, celui de l'accroissement incessant des dépenses de l'Etat. Le tableau suivant qui résume les budgets de 1866 à 1875, ne laisse aucun doute à cet égard :

ANNÉES.	RECETTES.	DÉPENSES.
1866	1,410,784,000	1,653,192,000
1867	1,679,351,000	1,699,616,000
1868	1,686,240,000	1,765,128,000
1869	1,829,984,000	1,875,188,000
1870	1,922,236,000	1,941,928,000
1871	2,032,748,000	1,998,936,000
1872	2,092,228,000	2,092,308,000
1873	2,151,768,000	2,156,560,000
1874	2,230,936,000	2,173,268,000
1875	2,237,200,000	2,208,400,000

On voit d'abord, par ce tableau, que les recettes et les dépenses suivent, en Russie comme partout, un mouvement ascendant et que, de plus, le déficit y est la règle générale. Une des ressources dont l'accroissement est le plus remarquable en Russie est celle de l'accise ou de l'impôt sur les boissons. L'ivrognerie, en effet, fait de grands ravages dans ce pays, où elle est excusée, du reste, par la nécessité de combattre le froid extérieur par un grand développement de chaleur interne. Dans l'année 1874, l'accise a rendu 803,168,000, ce qui représente près d'un tiers de la recette totale. Un fait remarquable, c'est que, dans cette même année 1874, qui a fourni un excédant de recette, il y a eu un déficit notable sur les revenus des chemins de fer et la grande industrie. Tout cela n'est guère satisfaisant. Un point néanmoins sur lequel la Russie pourrait nous servir de modèle, c'est celui de l'amortissement. En Russie, on ne se propose pas seulement, comme chez nous, d'amortir, on amortit réellement. C'est ainsi que la dette publique, en 1874, a été diminuée de 65,663,884 fr. et réduite à 7,134,315,524.

Nous croyons intéressant de donner ici un résumé des recettes du budget russe; il est emprunté à l'année 1875 :

Impôts et droits . .	1,745,438,000
Droits régaliens . .	91,716,000
Domaines de l'Etat.	115,700,000
Recettes diverses .	344,334,000
Total	2,297,188,000

Les recettes sont montées en 1876 à 2 milliards 280,752,000 et, en 1877, à 2,283,108,000. Voici maintenant le détail des dépenses pour l'année 1875 :

	francs.
Intérêts de la dette publique.	425,640,000
Grands corps de l'Etat	7,852,000
Saint synode	38,460,000
Ministère de la maison de l'empereur . . .	35,552,000
— des affaires étrangères.	10,696,000
— de la guerre.	700,196,000
— de la marine.	100,424,000
— des finances.	276,184,000
— des domaines de l'empire	78,904,000
— de l'intérieur	205,780,000
— de l'instruction publique.	58,480,000
— des voies de communication	70,392,000
— de la justice.	48,004,000
Contrôle de l'empire.	8,388,000
Divers	123,832,000
Total.	2,188,784,000

Si nous ne nous étions d'avance presque interdit les réflexions, nous ferions ici une comparaison devenue banale pour bien d'autres Etats, mais qui est plus significative peut-être en Russie que partout ailleurs; nous rapprocherions l'effrayant budget de la guerre, qui dépasse 700 millions, du budget de l'instruction publique, qui n'atteint pas 59,000,000; nous étudierions les causes qui, avec des ressources si monstrueuses pour l'armée, ont cependant laissé les forces russes dans un état de désorganisation assez complet, pour qu'un peuple épuisé, mourant, ait pu longtemps leur tenir tête et faire croire même à l'échec final de la puissance moscovite. On remarquera, en outre, dans le tableau précédent, l'infériorité du chiffre attribué à la marine. La marine russe, en effet, malgré les efforts tentés dans ces dernières années pour la mettre à la hauteur des autres marines européennes, est restée dans une situation tout à fait secondaire. Enfin, les sommes absolument insuffisantes attribuées aux diverses branches des travaux publics achèvent de montrer combien il est temps, pour la Russie, de renoncer à l'idée absurde d'étendre encore ses frontières démesurées et de songer enfin à condenser ses forces vitales, à se fortifier, à s'améliorer à l'intérieur. Quand la Russie dominera à Constantinople, à Athènes même, les Russes en seront-ils plus riches, plus instruits, plus heureux? La question est simple, naturelle, mais c'est la dernière que se posent les gouvernements, peut-être parce que c'est celle à laquelle il est le plus facile de faire une réponse.

En Russie, où il n'existe pas de représentation nationale, de contrôle législatif des dépenses et des recettes, l'habitude du déficit est, nous l'avons dit, presque passée dans les mœurs du gouvernement. Cela fait pressentir d'avance que la dette, dans ce pays, doit avoir atteint un chiffre remarquable. Il n'est pas facile de fixer ce chiffre d'une manière bien sûre; car en Russie, par un procédé qui effarouche quelque peu nos idées financières, il arrive plus d'une fois qu'on emprunte sans fixer ou du moins sans faire connaître le capital de l'emprunt. Avant 1877, on fixait à 3,682,528,000 francs la dette consolidée et à 11,371,612,000 francs la dette flottante, en tout 15,054,140,000 francs, chiffre dans lequel figurent 1,523,566,000 francs pour le rachat des serfs et les cessions de terre qui leur ont été faites, mais dont ils payent l'intérêt et l'amortissement. En comparant le chiffre de la dette russe, d'une part au chiffre de sa population et à l'étendue de son territoire, et de l'autre aux dettes de certains autres Etats, on est tout d'abord tenté de ne pas la trouver énorme; mais si l'on songe en même temps à la pauvreté du pays, à l'absence presque complète de travaux publics, c'est-à-dire de dépenses utiles, on est contraint de reconnaître qu'elle est monstrueuse. Nous avons parlé de la pauvreté du pays; nous en trouverions une preuve bien frappante dans les détails mêmes du budget, si nous étudiions les impôts de consommation si fructueux dans les pays riches, si stériles en Russie! Si l'on en excepte l'impôt sur les boissons, qui constitue dans ce pays une si belle ressource, les impôts de consommation n'y produisent presque rien. Le tabac, qui donne 300 millions en France, ne rend que 16 millions en Russie; le sucre, qui produit 47 millions chez nous, ne fournit que 15 millions au trésor russe. Le mouvement de la propriété foncière est également très-faible en Russie et ne fournit à l'Etat qu'un revenu de 70 millions, tandis que, de ce chef, l'Etat reçoit, en France, 600 millions. Tout cela ne constitue pas, à beaucoup près, une situation financière bien brillante; mais que sera devenue cette situation lorsque les dépenses faites pendant la guerre de 1877-1878 auront été définitivement liquidées? Le peuple russe aura alors, sans doute, l'occasion de voir à son tour ce que coûte la gloire, alors surtout qu'on n'a pas la ressource d'en faire payer les frais au vaincu. On peut, du reste, se faire une idée vraie de la situation financière de la Russie par la manière dont elle est appréciée par les financiers européens. En 1877, le gouvernement russe a négocié à Berlin et à Amsterdam un emprunt de 350 millions à des conditions véritablement désastreuses pour lui. Des obligations nominales de 500 francs à 5 pour 100, remboursables en trente-sept ans, sans impôt ni retenue, ont été émises à 398 francs. Des emprunts tout aussi onéreux sont contractés presque annuellement par le gouvernement russe, on voit, par conséquent, que l'amortissement est absolument indispensable pour éviter une catastrophe finale; on peut même se demander si l'amortissement, dans les limites où il se pratique, est suffisant pour empêcher un pareil résultat.

— *Instruction publique.* D'après une statistique publiée par le *Journal de l'instruction publique*, la Russie ne possédait, en 1876, que 175 écoles secondaires, fréquentées par 44,183 élèves, ce qui donne une moyenne de 252 élèves par établissement. Les établissements et les élèves étaient distribués comme il suit entre les douze districts scolaires de l'empire :

Districts.	Etablissements.	Elèves.
Saint-Pétersbourg. . . .	20	4,592
Moscou.	31	6,998
Kazan	10	2,934
Orenbourg.	6	1,500
Sibérie occidentale. . .	2	507
» orientale	3	540
Odessa.	17	4,144
Kharkow.	20	4,419
Kiew	17	5,349
Varsovie	26	6,632
Wilna.	13	3,884
Dorpat	10	2,684
Total	175	44,183

Sur ces 44,183 élèves, 2,974 seulement étaient des internes. Il importe de remarquer qu'en Russie les jeunes gens ne sont admis dans les écoles secondaires publiques qu'après examen et que les examens subis dans ce but sont assez sévères. C'est ainsi qu'en 1875, sur 15,694 candidats, 3,811 ont échoué à l'examen; c'est une proportion de près d'un quart.

Quant à l'esprit qui dirige l'enseignement secondaire en Russie, il a varié plus d'une fois. Depuis quelques années, une lutte acharnée a lieu entre les classiques et ce que nous appelons en France les romantiques, mais avec cette différence essentielle que la question, en Russie, est loin d'être purement littéraire et a un caractère politique très-tranché. Les romantiques sont, à proprement parler, des libéraux, ou, plus exactement, des progressistes; les classiques sont des conservateurs déterminés. L'agitation classique, qui est devenue très-vive, ne s'est pas limitée aux écoles de jeunes gens; c'est même dans les colléges de filles qu'elle s'est particulièrement manifestée. Il faut dire que l'enseignement secondaire des femmes, qui n'existe pas chez nous, a pris en Russie un très-remarquable développement. Depuis les commencements du mouvement classique, une commission s'est formée pour décider la question de l'introduction de l'étude des langues anciennes dans les gymnases de filles, et cette commission s'est prononcée nettement pour l'affirmative. La réforme qu'elle a proposée (1875) a été appliquée à quelques établissements.

L'enseignement supérieur est peut-être, des trois grandes branches de l'instruction publique en Russie, celle qui laisse le moins à désirer, bien qu'il soit encore très-loin de la perfection, tant au point de vue de son extension qu'à celui de son organisation.

Parmi les vices qui l'ont condamné longtemps à une déplorable infériorité, il faut signaler, ici encore, cet esprit de secte si étroit, qui devrait être exclu de pareilles matières et qui y tient, en Russie, une si large place. En France, la lutte entre le laïcisme et le cléricalisme, rejetée hors de l'Université de l'Etat, constitue, pour ainsi dire, une guerre étrangère, qui n'est peut-être pas sans utilité au point de vue de l'émulation; en Russie, une division analogue (différente cependant sur des points essentiels) existe dans le sein même du corps enseignant et y engendre une véritable guerre civile, d'autant plus regrettable qu'elle atteint les méthodes mêmes d'enseignement. Les « européens » ou partisans du progrès, les « séminaristes » ou conservateurs représentent jusqu'à un certain point nos universitaires et nos cléricaux, mais avec des divisions plus profondes, un acharnement bien plus grand, et les uns et les autres appartiennent à l'enseignement de l'Etat. A un moment où le conseil académique de Saint-Pétersbourg était presque exclusivement composé de séminaristes, c'est-à-dire de fils de prêtres, un ministre, M. Milioutine, inspiré par des idées libérales, y introduisit sept professeurs d'une haute valeur, entre autres M. Cyon, homme du plus grand mérite et fortement épris de la science nouvelle. De là, guerre acharnée entre les deux partis, guerre à laquelle les élèves eux-mêmes furent mêlés, qui se traduisit par des troubles très-sérieux et qui, sans l'énergique intervention du ministre, eût abouti à l'expulsion de M. Cyon. A l'issue de ces événements, une commission fut chargée de préparer une réforme complète de l'enseignement supérieur.

Au nombre des institutions les plus utiles que possède, en Russie, l'enseignement supérieur, il faut placer sans hésitation l'Institut historico-philologique, sorte d'école normale supérieure spéciale, qui fournit aux gymnases un excellent personnel de professeurs. Cette institution, fondée en 1867, a pu, dès 1871, fournir aux gymnases treize professeurs de langues anciennes, neuf de langue russe et de littérature, trois d'histoire et de géographie. A la fin de cette même année, l'Institut possédait 94 élèves-maîtres, tous boursiers de l'Etat, des arrondissements scolaires ou du saint synode. Un gymnase spécial, sorte de champ d'expérience, a été annexé à l'Institut dès l'année 1871 et compta bientôt plus de 100 élèves. Un grand nombre des leçons reçues par les élèves de ce gymnase leur sont données par les élèves-maîtres de quatrième année, qui consacrent à la pratique de l'enseignement cette dernière année d'études. Dans l'année précédente, ils se sont particulièrement appliqués à la spécialité qu'ils ont choisie, et les deux premières années du cours ont été consacrées à des études communes à tous les élèves.

Il nous reste enfin à signaler, dans l'enseignement russe, une branche qui lui est à peu près exclusive : l'enseignement supérieur des femmes. Nous avons déjà indiqué combien l'instruction des femmes est appréciée en Russie. En 1873, une commission fut chargée d'étudier l'établissement d'une université spéciale pour les femmes, l'essai qu'on avait fait d'introduire les étudiantes (nous n'attachons ici à ce mot aucun sens défavorable) ayant médiocrement réussi, pour des raisons que l'on devine sans peine. L'idée fut unanimement approuvée par la commission, mais ne reçut pas d'abord une application bien étendue. Il fut créé cependant une école spéciale de médecine pour les femmes. Des rapports, inspirés peut-être par cette sorte d'engouement que produit toujours la nouveauté, tendent à faire croire que les étudiantes en médecine ont étonné leurs professeurs et dépassé de bien loin, par leur intelligence et leur zèle studieux, leurs camarades de l'autre sexe. Même en rabattant de ces affirmations, il n'en reste pas moins, à l'avoir des étudiantes russes, un succès très-réel et très-remarquable. Reste à savoir si cet empressement des femmes russes à entrer dans les carrières libérales est une marque aussi certaine de supériorité sociale que les écrivains russes le prétendent généralement.

Telle est la situation actuelle; mais on la rêve bien meilleure pour les femmes en Russie. On s'y prépare à leur offrir un institut analogue à celui des jeunes gens, à en faire des professeurs de gymnases et de Facultés. Dans le projet qu'on a arrêté, les étudiantes destinées à l'enseignement secondaire ou à l'enseignement supérieur suivront, pendant trois ans, des cours spéciaux divisés en six sections : mathématiques; physique et latin; mathématiques, physique et géographie; français et latin; allemand et latin; histoire; littérature russe et latin. Des leçons de psychologie, de logique, de pédagogie et de religion seront, en outre, données aux élèves pendant toute la série des six cours.

— *Histoire.* Dans un manifeste que le czar adressait au peuple russe au commencement de l'année 1874, à propos de la loi qui établissait le service obligatoire, il protestait de ses intentions pacifiques; et, bien qu'à un pareil moment une semblable déclaration pût être considérée comme dictée par le besoin d'atténuer la signification belliqueuse d'une aussi grande mesure, presque personne ne fut tenté alors de douter de la parole du czar, car le caractère pacifique de ce prince était universellement reconnu. Plus tard, lorsqu'on a vu Alexandre II reprendre avec tant de résolution les tentatives de ses prédécesseurs sur la Turquie d'Europe, des doutes, injustes peut-être, sur la sincérité de ses anciennes déclarations sont nés dans tous les esprits. Il est fort possible, en effet, que les idées qui ont triomphé dans son gouvernement ne soient pas ses idées, et rien n'est plus commun, surtout en Russie, que de voir un prince absolu, indépendant de l'opinion publique, dépendre complétement de la volonté de quelques hommes puissants sans le paraître et voilant leur volonté tyrannique sous les dehors d'une servile soumission. Une opinion assez répandue dans le cas actuel, c'est que la guerre funeste qui a troublé si profondément la paix de l'Europe n'est pas l'œuvre de celui qui en aura la responsabilité devant l'histoire.

Toutefois, dès le milieu de 1875, après cette expédition dans l'Asie centrale, expédition pendant laquelle la Russie avait prodigué tant de paroles et accompli si peu d'actes pour rassurer l'Angleterre, trop impuissante à tirer l'épée pour ne pas affecter d'être satisfaite des déclarations qu'on lui prodiguait, après l'expédition de Khiva, disons-nous, les esprits perspicaces furent mis en état de soupçonner que la Russie nourrissait des projets d'ambition et en préparait activement la réalisation. Les avances peu déguisées que la Russie fit alors à l'Angleterre durent faire songer que la grande puissance du Nord cherchait à désintéresser, par quelques sacrifices en Orient, ceux dont ses entreprises en Europe pouvaient soulever les susceptibilités. Toutefois, ces tentatives de la Russie, si tentatives il y eut, demeurèrent sans résultat; l'Angleterre était déjà sur ses gardes. La Russie, du reste, édifiée par sa dernière expérience sur la facilité de l'Angleterre à se payer de mots, ne parut pas sentir bien vivement la nécessité de se gêner avec elle et ne prit plus guère de précautions pour occuper de force les pays plus ou moins voisins de la frontière anglaise.

Quelques bandes du kanat de Khokand ayant fait une incursion assez inoffensive sur les possessions russes du Turkestan (août 1875), les Russes se hâtèrent de passer la frontière à leur tour, déposèrent le kan de Khokand et annexèrent le kanat à la Russie sous le nom de province de Ferghana (13 mars 1876). Pour cette facile expédition, où les Cosaques n'avaient eu qu'à poursuivre des fuyards et, de leur propre aveu n'avaient pas perdu un seul homme, le général Kaufmann obtint une épée d'honneur. Les Russes, comme c'est l'usage en pareil cas, eurent soin d'assurer leur conquête en l'arrondissant aux dépens des petits Etats soupçonnés d'avoir favorisé l'entreprise des Khokandais. La Russie se trouvait ainsi maîtresse du cours entier du Sir-Daria et de tout le pays compris entre la mer Caspienne et la petite Boukharie.

Mais des événements plus graves, plus significatifs encore, allaient mettre l'Europe en état de juger du véritable esprit de la politique russe. L'Herzégovine était en pleine insurrection. Tout en déplorant hautement les malheurs de la guerre, la Russie ne déguisait pas ses sympathies pour les insurgés qui l'avaient provoquée, dénonçait comme des crimes tous les actes de répression exercés par la Turquie (nous sommes loin de vouloir les justifier tous), ne négligeait aucun moyen d'entraver la pacification du pays et de préparer une extension de la lutte qui lui permît d'intervenir au nom des intérêts des chrétiens opprimés. En même temps, elle faisait des efforts ostensibles pour empêcher la Serbie et le Monténégro de prendre part à la lutte, et la presse européenne presque tout entière acceptait ces déclarations de la Russie et rendait une éclatante justice à la loyauté du gouvernement du czar. Combien de gens doivent rougir aujourd'hui de leur naïveté d'alors! Mais cette simplicité comique n'avait pas seulement envahi les colonnes des journaux; tous les gouvernements européens, quelques-uns avec une parfaite franchise, rendaient le même témoignage au gouvernement moscovite et s'associaient à lui pour demander impérieusement au sultan des réformes favorables aux chrétiens de ses Etats. L'iradé obtenu (comment la Porte eût-elle pu le refuser?), la Russie, dont les projets se trouvaient quelque peu déjoués par la condescendance turque, dut trouver une autre rubrique : instruite par les parjures précédents de la Porte, elle déclara qu'il fallait, cette fois, lui imposer des garanties pour l'accomplissement des réformes qu'on lui avait arrachées. Dans un article publié au mois de novembre 1875 par le *Messager officiel* de l'empire, le gouvernement russe, après s'être félicité de l'appui que donnent à sa politique l'alliance intime des trois empereurs et l'adhésion sympathique de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, après avoir développé les raisons qui placent sous sa protection spéciale les intérêts des chrétiens d'Orient, continue en ces termes : « ... Mais les exemples d'un passé peu éloigné, indiquant clairement que de pareilles proclamations de la volonté du sultan en faveur des chrétiens sont restées lettre morte et que les droits, comparativement restreints, dont jouissent les chrétiens de quelques contrées de la Turquie leur ont été octroyés par contrainte, à la suite des exigences de la diplomatie européenne, amènent l'opinion publique de l'Europe à ne pas accorder au nouvel iradé du sultan la confiance qu'il mériterait comme étant l'expression de l'intérêt que porte Sa Majesté à la situation désastreuse de ses sujets chrétiens. Quant à la confiance de ceux-ci à l'égard de pareils actes du gouvernement, elle est tellement ébranlée, qu'il sera difficile à la Porte de la rétablir tout d'un coup sans le « concours amical » des cabinets européens. » Assurément, cette façon moscovite d'engager l'action des grandes puissances au service de la politique russe dut déplaire à celles qui n'avaient pas été prévenues; mais aucune ne protesta. La question orientale, qu'on avait crue close, se trouvait donc rouverte et plus gravement engagée que jamais.

Un fait remarquable dans cette longue histoire de la guerre d'Orient, c'est que la Russie, toujours empressée de demander à la Porte de nouvelles concessions, et de plus en plus exigeante à mesure que les concessions deviennent plus décisives, réussit toujours à faire appuyer ses exigences par toutes les puissances européennes, l'Angleterre comprise (nous ne disons rien de la France, que ses récents malheurs condamnaient à un rôle absolument effacé). Etait-il possible, cependant, de ne pas entrevoir le vrai sens de cette comédie politique à la fin de 1876? En ce moment, la Russie négociait très-activement la paix et poussait plus activement encore ses préparatifs de guerre. Défense était faite dans tout l'empire russe de délivrer des passe-ports à tout homme susceptible d'être appelé sous les drapeaux. Les ateliers de fabrication et de transformation d'armes travaillaient avec une activité fiévreuse; les ouvriers des arsenaux étaient retenus même la nuit. D'autre part, des manifestations guerrières, plus ou moins spontanées, se produisaient dans les grandes villes; on préparait les logements des troupes de la réserve, etc. Tout ce bruit, toutes ces menaces, tous ces préparatifs n'avaient qu'un seul motif, ou du moins un seul prétexte, le refus très-digne et très-naturel que faisait la Porte victorieuse de mettre sous la garantie des puissances les réformes dont on lui avait arraché la promesse.

La Russie, cette fois, ne réussit pas à imposer ses exigences aux puissances européennes. Changeant alors subitement de tactique, elle demanda des négociations immédiates pour la paix et voulut qu'on imposât à la Turquie un armistice de six semaines, espérant que la Porte refuserait de compromettre en un mois et demi les résultats de deux ans de lutte; mais le gouvernement du sultan, conseillé par l'Angleterre, offrit de signer un armistice de six mois. C'était répondre avec esprit et montrer une bonne volonté évidente de faire la paix. Mais la paix n'était pas ce que voulait le gouvernement de Saint-Pétersbourg. Il rejeta avec humeur l'offre de la Turquie et s'efforça de démontrer qu'un armistice de six semaines amènerait plus sûrement la paix qu'un armistice de six mois; et ses raisons, chose curieuse, convainquirent les puissances. La Russie fut alors sur le point de déclarer la guerre parce que les Turcs voulaient suspendre trop longtemps les hostilités. Si même la Turquie ne considérait pas les hostilités comme ouvertes de fait, c'est qu'elle était ou se croyait intéressée à fermer volontairement les yeux. Depuis, en effet, que la Serbie était entrée en lutte, les officiers et les soldats russes, tout équipés, ne se gênaient nullement pour venir renforcer l'armée du prince Milan, et, au mois d'octobre 1876, un corps de 4,000 Cosaques, traversant la Roumanie, pays vassal de la Turquie, et passant le Danube, arriva à Kladova et se porta de là à Deligrad. Ce sera certainement dans l'histoire une honte pour l'Europe d'avoir laissé s'accomplir, sans protestation, un pareille violation du droit des gens. En même temps, comme pour empêcher les négociations pacifiques d'aboutir, le prince Gortschakoff, par une circulaire, protestait avec une grande violence contre les massacres accomplis par les Turcs dans les pays insurgés. Enfin, la Turquie avait accepté l'armistice proposé par la Russie; la conférence de Constantinople fut résolue, et le gouvernement russe prit texte de ce résultat favorable à la paix pour activer ses préparatifs de guerre et décréter la mobilisation d'une partie de son armée. Un rescrit impérial (13 novembre) ordonnait la formation de six corps d'armée, au moyen des divisions occupant les districts militaires d'Odessa, de Kharkow et de Kiev. Le grand-duc Nicolas Nicolaïewitch était investi du commandement suprême des forces russes. Le 15, le czar passait, à Saint-Pétersbourg, une grande revue qui excitait dans la population un enthousiasme indescriptible, et, à l'issue de la cérémonie, faisait en quelque sorte ses adieux publics au général en chef des armées du Sud. Ces mesures guerrières n'étaient du reste que le corollaire naturel d'un discours très-belliqueux que le czar avait prononcé le 10 novembre à Moscou.

Les bases de la conférence, arrêtées d'avance entre les puissances qui devaient y prendre part, étaient les suivantes :

1o Intégrité de l'empire ottoman.

2o Aucune puissance ne poursuivra un intérêt personnel et exclusif.

3o Les bases de paix proposées précédemment par l'Angleterre serviront de programme aux délibérations de la conférence.

En présence des dispositions évidentes de la Russie, personne, à l'exception peut-être de quelques diplomates, ne nourrissait d'illusions sur l'issue probable de la conférence.

La conférence échoua et devait échouer, la Russie étant décidée d'avance à l'empêcher d'aboutir, et les puissances qui n'étaient pas de connivence avec elle n'ayant pas la possibilité ou le courage de se séparer d'elle. Il faut d'ailleurs rendre justice à la diplomatie russe : dans une question où plusieurs Etats de l'Europe avaient des intérêts opposés à ceux de la Russie, elle dut manœuvrer de façon à tourner contre la Turquie tous les Etats de l'Europe, et presque à se faire mettre en demeure de déclarer la guerre au sultan. Une circulaire du prince Gortschakoff (31 janvier 1877) tira tout le parti possible de la situation que l'habile ministre avait su créer à son pays et mit l'Europe en demeure de faire connaître la sanction qu'elle entendait donner à ses volontés méconnues par la Turquie. Nul, assurément, en Europe, pour des raisons diverses, n'était décidé à demander, les armes à la main, satisfaction pour l'injure faite au ministre russe; le prince Gortschakoff le savait et se préparait, grâce à la manœuvre qui avait provoqué ce singulier résultat, à prendre seul en main la cause de l'Europe offensée. La Russie, accomplissant le programme avec un admirable dévouement, au lieu de « poursuivre un intérêt personnel et exclusif », allait se trouver transformée en justicière internationale!

Cependant, les six corps mobilisés pour former l'armée du Sud laissaient encore beaucoup à désirer au point de vue de la concentration. Au milieu du mois de février, les journaux officieux prétendaient que l'armée régulière du Sud comprenait à elle seule 320,868 hommes; mais il est douteux que le prince Nicolas fût réellement en mesure de mettre en ligne une pareille force. D'autre part, les puissances à qui le prince Gortschakoff avait offert de prendre en main leurs intérêts ne s'empressaient guère d'accepter cette trop généreuse proposition. Le peuple russe, avec la naïveté qui le caractérise, commençait à crier à l'ingratitude et sommait son gouvernement d'agir seul et de se passer de l'autorisation qu'on ne se hâtait pas assez de lui offrir. Que pouvait-on craindre? Peut-être avait-on l'approbation tacite de l'Allemagne, et, en tout cas, on croyait pouvoir affirmer que, si la guerre éclatait entre la Russie et la Turquie, M. de Bismarck était bien décidé à localiser la guerre, c'est-à-dire à empêcher toute autre puissance d'intervenir, de façon à laisser aux Russes la faculté de dévorer les Turcs à leur aise.

Mais le gouvernement russe, qui avait des raisons très-sérieuses pour ne pas se presser, envoyait le général Ignatieff prêcher la cause des chrétiens orientaux auprès des gouvernements européens. Parfois même il laissait croire qu'il était fortement incliné à la paix et qu'il n'attendait qu'une raison, un prétexte pour désarmer. Le gouvernement anglais, tombant dans le piége avec une légèreté dont il donnera plus tard bien d'autres preuves, s'amusait à rédiger des protocoles, des instruments de paix qui laissaient croire que tout était fini, et qui n'avaient pas d'autre résultat sérieux que de donner, d'une part, du temps à la Russie, qui mobilisait péniblement son armée, et, de l'autre, d'augmenter la pression de l'opinion publique. Après cent objections de détail, le gouvernement russe se déclara enfin tout prêt à signer le protocole, mais en y mettant une condition inacceptable : le désarmement préalable de la Turquie. Enfin, après un échange interminable de communications, après des pourparlers qui tenaient l'Europe en suspens sans avancer la question, le protocole, cent fois modifié, fut signé le 31 mars 1877; c'était pour la diplomatie russe, un triomphe décisif. L'Europe, par cette pièce étrange, conseillait un agrandissement du Monténégro, poussait la Turquie à désarmer sans retard, la mettait en demeure de presser l'exécution des réformes promises et, avec un ton de menace au moins singulier, déclarait que, dans le cas où ces mesures essentielles seraient encore retardées, elle se réservait d'aviser. A un pareil langage, quelle réponse pouvait faire la puissance à laquelle il était adressé? On aurait pu croire que la situation précaire de la Turquie, son impuissance notoire à se défendre contre la Russie, et surtout contre l'Europe, qui paraissait décidée à se liguer contre elle, lui dicteraient un acte de basse soumission. Il n'en fut rien : elle repoussa péremptoirement les propositions de l'Europe et dédaigna ses menaces. L'Europe, désireuse de la paix, avait si bien fait que la guerre était désormais inévitable, et que, si elle ne se chargeait pas de la faire elle-même, elle ne pouvait plus décemment empêcher la Russie de la faire seule.

Par un manifeste publié le 24 avril et daté de Kichenev, le czar Alexandre annonça à ses peuples la nécessité où il se trouvait de prendre les armes pour la défense des sujets chrétiens de la Turquie. En même temps, une circulaire de Gortschakoff faisait connaître aux puissances la nouvelle résolution du gouvernement russe. Le même jour, les troupes russes franchissaient la frontière roumaine à Bestinak. Les Roumains, sans doute par une parade combinée d'avance, se retiraient devant les Russes, se déclarant impuissants à accomplir contre les envahisseurs les devoirs que leur imposait leur titre de vassaux de la Turquie. Le jour même que les hostilités s'ouvraient en Europe, la guerre commençait également en Asie. Peu de jours après, la flotte turque entrait en action par le bombardement des ouvrages d'approche de Batoum. L'action était définitivement engagée sur toute la ligne. Bientôt après, les troupes russes pénétraient en Valachie et interdisaient la navigation sur le bas Danube, tandis que la Turquie proclamait le blocus de tous les ports russes de la mer Noire.

Mais les Russes, nous l'avons déjà dit, mettaient dans la mobilisation de leur armée des retards d'autant plus singuliers que le dessein de déclarer la guerre était depuis longtemps arrêté chez eux. Quand ils se présentèrent pour passer le Danube, ils ne se trouvèrent pas en force, et, bombardés à Kalafat par les batteries de Widdin, ils furent contraints de rétrograder. Les Roumains, désormais ouvertement alliés aux Russes, étaient déjà en ligne et faisaient preuve d'une rare intrépidité. Le plan des Russes, longtemps incertain, commença enfin à se dessiner. Après des démonstrations sur Giurgewo et Braïla, c'était décidément à Braïla qu'ils allaient tenter de passer le fleuve. Un faible détachement de l'armée de Zimmermann était chargé de préparer cette opération en passant le fleuve sur des barques à Galatz. Le 23 juin, en effet, quelques régiments de ce corps gagnèrent la rive turque sur ce dernier point et réussirent à culbuter les Turcs, dégagèrent la tête du pont de Braïla et permirent ainsi à l'armée tout entière de gagner aussi la rive turque. Le 27, le 8e corps passait à son tour le Danube près de Simnitza. Les Turcs n'essayèrent pas de défendre la Dobrutscha, qui tombait tout entière aux mains de leurs ennemis. Matchin, où les Turcs s'étaient repliés, était, dès le 23, au pouvoir des Russes, après un combat très-sanglant.

A partir de ce moment, les hostilités parurent traîner en longueur, sans doute parce que les deux adversaires n'étaient prêts ni l'un ni l'autre pour une action décisive. Le 16 juillet seulement, les Russes, après une lutte désespérée, parvinrent à s'emparer de Nicopolis. Les Turcs, en ce moment prêts à disputer le terrain à l'armée envahissante, étaient disposés comme il suit : dans le triangle dont les sommets sont marqués par Silistrie, Medjidié et Varna, 50,000 hommes; à Widdin, Nisch, Sofia et aux défilés des Balkans, 70,000 hommes; dans le triangle de Roustchouk, Turtukaï et Choumla, 100,000 hommes. C'était une force assurément respectable; mais, à cause de l'éloignement de certains corps, des difficultés des communications, de la nécessité d'occuper fortement certaines forteresses, Abd-ul-Kérim, commandant en chef des armées d'Europe, ne disposait en réalité que de 100,000 hommes pour résister aux huit corps d'armée russes, c'est-à-dire à 320,000 hommes.

Les Russes, maîtres de la Dobrutscha, ne tardèrent pas à s'engager dans le défilé des Balkans, dont la possession avait pour eux une importance décisive. Le 22 juillet, une attaque dirigée contre Plevna, qui est comme la clef du défilé, échoua complétement, et les Russes subirent une perte de 2,000 hommes. L'attaque, renouvelée avec des renforts le 31 du même mois, fut plus désastreuse encore; les Russes laissèrent 15,000 hommes sur le terrain. Ce succès inattendu des Turcs produisit en Europe une sorte de stupeur. Les Turcs, malheureusement pour eux, ne furent pas immédiatement en état de profiter de leur victoire et laissèrent aux Russes le temps de réparer, en Europe et en Asie, le désordre moral causé dans leurs rangs par leur défaite inattendue; car en ce moment les Russes étaient entamés à la fois sur leurs deux grandes bases d'opération.

Le 21 août, Suleyman-Pacha, après s'être emparé du village de Chipka, dirigea, à la tête de 40 bataillons, une violente attaque contre le célèbre défilé dont ce village occupe l'entrée. Après une bataille de cinq jours (21-25 août), qui infligea aux Russes des pertes énormes, Suleyman-Pacha n'avait pu cependant se rendre maître du défilé, et les deux armées restaient en présence sur leurs positions. Mais les Russes, que leur lenteur imprévoyante avait conduits à une série de revers, commençaient à juger plus sérieusement l'ennemi et activaient l'envoi des renforts; on annonçait comme prochaine l'entrée en ligne d'une nouvelle armée de 240,000 hommes. Il fallait à tout prix prévenir l'arrivée de ces nouveaux adversaires. Les Turcs attaquèrent furieusement, le 3 septembre, en avant de Galatz, les troupes qui commençaient à se concentrer en cet endroit pour faire le siége de la place. Mais, battus, poursuivis, ils ne purent même tenir dans la ville, qui tomba entre les mains des Russes. Ceux-ci, bientôt renforcés par de nouvelles troupes et par le contingent roumain, se trouvèrent en état de renouveler leurs attaques contre Plevna, réduisant, de ce côté, leurs adversaires à la défensive, tandis que, d'autre part, Suleyman-Pacha renouvelait ses tentatives contre les positions de Chipka et parvenait à déloger les Russes de quelques redoutes avancées, et